



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

dépenses

Question au Gouvernement n° 2104

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à Mme Laure de La Raudière, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Laure de La Raudière. Monsieur le Premier ministre, ce matin, à la radio, votre ministre de l'économie a traité les salariées de l'entreprise Gad d'illettrées. *(Huées sur les bancs du groupe UMP.)* C'est inadmissible ! Quel mépris !

Plusieurs députés de l'UMP . Scandaleux !

Mme Laure de La Raudière. Après le scandale des sans-dents, voici maintenant celui des illettrés ! *(Protestations sur les bancs du groupe SRC.)* Condamnez-vous ces propos ?

M. Guy Geoffroy. Bravo la gauche !

Mme Laure de La Raudière. Hier, c'est vous qui avez méprisé le Parlement. Votre discours de politique générale a sonné creux : des belles phrases, quelques envolées, des y'a qu'à-faut qu'on, mais aucune mesure concrète en faveur de l'emploi, de l'économie, des Français. Des incantations, comme si vous attendiez, monsieur le Premier ministre, un miracle.

Vous nous dites que vous allez développer l'apprentissage. Quel culot ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Ce sont vos mesures qui, depuis 2012, l'ont fait reculer ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Vous nous dites que vous allez redonner confiance aux acteurs du bâtiment et de l'immobilier. Quel culot encore ! C'est vous qui les avez assommés, avec les dispositions de la loi ALUR. *(Mêmes mouvements.)*

Bref, vous êtes resté flou dans votre discours de politique générale devant le Parlement, mais ce matin, vous vous êtes montré précis à la radio en annonçant la suppression de la première tranche d'impôt sur le revenu. Pourquoi un tel mépris de la représentation nationale et des Français, monsieur le Premier ministre ?

Les salariés de Gad comme tous les Français méritent votre respect, méritent le respect de tous les membres de votre Gouvernement. *(Applaudissements et « Bravo ! » sur les bancs de l'UMP.)*

Un député UMP . M. Macron a insulté la Bretagne. Qu'il retourne chez Rothschild !

Mme Laure de La Raudière. Depuis hier, votre majorité est toute relative au sein de cette assemblée. Elle vacille et l'on se demande comment, dans ces conditions, vous allez pouvoir faire adopter votre budget. Tel le Père Noël, tout ce que vous annoncez, ce sont des baisses d'impôt ou des dépenses supplémentaires. Mais, monsieur le Premier ministre, il faudra aussi réduire les dépenses ! Pour prouver que vous ne méprisez ni la représentation nationale, ni les Français, il est urgent de nous dire où se trouveront les coupes budgétaires ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. *(Huées sur les bancs du groupe UMP.)* S'il vous plaît, mes chers collègues, nous portons chacun la responsabilité de l'image de la représentation nationale. Écoutons la réponse.

Plusieurs députés UMP . Macron, démission !

M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, madame la députée, merci de m'offrir l'occasion d'exprimer, devant la représentation nationale, deux regrets.

Le premier regret, c'est pour les propos que j'ai tenus ce matin, si j'ai blessé – et parce que j'ai blessé des salariés. C'est inacceptable et ce n'est pas ce que je voulais faire. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.)*

Dans ce que j'ai pu dire ce matin, madame,...

M. Bernard Accoyer. Madame la députée !

M. Emmanuel Macron, ministreil y avait cet exemple de Gad, que j'ai pris précisément parce qu'il s'agit d'une injustice exemplaire. Les salariés de Gad, pour lesquels plusieurs députés ici se sont battus, dans la majorité, pour lesquels Stéphane Le Foll s'est battu, n'ont précisément pas eu la formation continue qu'ils étaient en droit d'attendre. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)* Souvent, ils n'ont précisément pas eu, c'est l'autre exemple que j'ai pris, le permis de conduire qu'on doit leur donner. Mon premier regret, mes excuses les plus plates, vont aux salariés que j'ai pu blesser, que j'ai blessés à travers ces propos.

M. Marc Le Fur. Arrêtez de les insulter !

M. Emmanuel Macron, ministre. Je ne m'en excuserai jamais assez.

Une députée UMP . C'est trop facile !

M. Emmanuel Macron, ministre. Mon action sera pour eux. C'est ce que je disais ce matin.

Mon second regret, madame, il est pour vous et pour votre majorité. Parce que si vous aviez fait votre travail pendant les dix ans où vous étiez là, nous n'aurions pas eu ces difficultés. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Mon regret, madame, c'est précisément qu'aujourd'hui, vous soyez révoltés par les mots, mais que vous ne soyez pas aussi révoltés par les réalités. *(Mêmes mouvements.)* Parce que ce qui est inacceptable, c'est le quotidien que vivent ces femmes et ces hommes, madame.

M. Claude Goasguen. Madame la députée !

M. Emmanuel Macron, ministre. C'est précisément de ne pas avoir l'éducation primaire à laquelle ils ont droit – c'est pour cela, le Premier ministre l'a rappelé hier, que nous avons mis la priorité sur l'éducation nationale. C'est précisément de ne pas avoir la formation continue à laquelle ils ont droit – c'est pour cela que nous avons

fait cette réforme de la formation continue, qui va donner plus d'argent aux chômeurs et aux salariés les plus précaires. Cette réforme est essentielle et il faut aller plus loin. C'est pour cela, madame,...

M. Bernard Accoyer. Une députée de la nation !

M. Emmanuel Macron, ministre. ...que nous irons plus loin : les réformes que nous mènerons seront pour eux, pour leur quotidien, parce qu'il doit être amélioré. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC, dont plusieurs membres se lèvent, et sur plusieurs bancs du groupe écologiste. Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Que chacun retrouve son calme et sa sérénité, s'il vous plaît. On a compris, vous n'êtes pas d'accord ! Mais nous passons à une autre question. Je vous demande d'être attentifs à ce que nous représentons les uns et les autres.

Données clés

Auteur : [Mme Laure de La Raudière](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2104

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie, industrie et numérique

Ministère attributaire : Économie, industrie et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 septembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [18 septembre 2014](#)